

Le budget

bien du mal à trouver un siège conservateur assuré aux prochaines élections fédérales.

J'ai parlé avec Michel Clair, l'ancien président du Conseil du Trésor du Québec et actuel président du Centre d'accueil du Québec. Il m'a cité des chiffres très inquiétants qui répondraient précisément à la question du député de Notre-Dame-de-Grâce. Michel Clair a dit plus particulièrement que la diminution des paiements de transferts représentera pour le Québec une perte tout d'abord de 300 millions de dollars cette année, et de 600 millions l'année prochaine. Nous allons ainsi perdre presque un milliard de dollars.

Le ministre des Finances affirme qu'il n'y a aucune nouvelle taxe, mais il y a de nouvelles taxes. Il m'a également dit—et je l'ai lu dans de récents articles de journaux—que le gouvernement du Québec va devoir combler la différence. Les fabricants se sont récemment adressés à certains hauts fonctionnaires du ministère provincial des Finances pour voir s'ils ne pourraient pas obtenir une taxe sur les produits et services de 6,5 p. 100 appliquée à l'échelle provinciale au Québec. Ce sont là les taxes du budget Wilson venant du gouvernement Mulroney.

Pour terminer, je voudrais faire observer également le grand nombre des gens qui sont dans la misère et la situation terrible des services d'urgence qui sont débordés. C'est inacceptable. Les choses vont empirer au lieu de s'améliorer, selon Michel Clair, car ces gens vont soit être refusés ou devront attendre très longtemps dans toute la province parce que les fonds manquent.

[Français]

M. Waddell: Madame la Présidente, je veux féliciter aussi l'honorable député de Chambly de son élection et de son premier discours. Le député a dit que le Budget Wilson était un budget séparatiste, un budget pas bon pour le fédéralisme et contre le contrat social. Il a dit aussi que ses électeurs étaient contre la TPS. Et je veux lui dire que, moi aussi, mes électeurs de la Côte Ouest du Canada sont contre le Budget. Nous avons finalement trouvé, je pense, quelque chose qui unit le pays.

[Traduction]

Autrement dit, nous avons finalement réussi à trouver récemment quelque chose qui unit le pays, et c'est l'opposition à la TPS d'un bout à l'autre du pays.

Je voudrais poser une double question au député. Tout d'abord, il a proposé des solutions de remplacement comme un impôt minimum pour les sociétés, de plus faibles taux d'intérêt et des dépenses moins élevées pour la défense, et je me demande s'il en a d'autres. De même, je me demande. . .

La présidente suppléante (Mme Champagne): La période réservée aux questions et observations est malheureusement épuisée. Il restait une minute et demie. Je pensais que le député pourrait s'en prévaloir, mais la période est maintenant épuisée.

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Madame la Présidente, nous, de ce côté-ci de la Chambre, ne pouvons que nous demander comment il se fait qu'un budget présenté trois ans après la publication du Rapport Brundtland fasse abstraction du développement durable. Pourquoi le gouvernement bat-il en retraite depuis 1984 sur le front de la protection de l'environnement? Pourquoi le ministre de l'Environnement reçoit-il, même en comptant l'augmentation prévue pour cette année, moins de un p. 100 du montant total du budget fédéral, ce qui le fait passer de la 15^e à la 16^e place parmi les ministères sous le rapport des allocations? C'est honteux, quand on pense aux multiples déclarations que le gouvernement conservateur a faites au sujet du développement durable, dont celle que le premier ministre a signée à La Haye en 1989 lorsqu'il a pris un engagement ferme au nom du Canada en faveur du principe du développement durable.

Nous avons appris l'annulation des contributions fédérales au projet des sables bitumineux OSLO. Pourquoi avoir fait cela? Pour économiser de l'argent, pas pour protéger l'environnement. À cause du déficit, pas du réchauffement de la planète. En fait, le ministre de l'Énergie a récemment donné à l'industrie pétrolière l'assurance que, si les prix du pétrole grimpaient, le gouvernement fédéral pourrait de nouveau dépenser des millions de dollars venant des contribuables.

Le *Calgary Herald* préconisait, il y a quelques jours dans un éditorial, une évaluation réaliste de l'incidence du retrait d'Ottawa sur l'avenir de l'exploitation des sables bitumineux OSLO. Je me permets d'en citer un passage:

. . . cela change très peu, voire pas du tout, les choses. Ottawa continuera de contribuer aux travaux d'ingénierie évalués à quelque 140 millions de dollars qui doivent amener le projet au stade d'avant-projet en 1991.

Le premier ministre a signé la Convention de La Haye au nom du Canada. Le Canada a maintenant la responsabilité de ralentir le réchauffement de la planète. Alors, pourquoi ne tient-il pas les promesses qu'il a faites à l'étranger en ce qui concerne l'environnement, en commençant par réduire à l'avenir notre dépendance envers les combustibles fossiles? Pourquoi le gouvernement fé-